

<https://ricochets.cc/Les-agriculteurs-qui-galèrent-protestent-a-nouveau-Capitalisme-agro-industrie-et-gouvernements-enfin-sur-la-sellette-8001.html>



# Les agriculteurs qui galèrent protestent à nouveau - Capitalisme, agro-industrie et gouvernements enfin sur la sellette ?



Date de mise en ligne : vendredi 22 novembre 2024

- Les Articles -

---

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

---

**Toutes les mesures et dérégulations du monde ne peuvent vraiment contrer les effets délétères structurels du capitalisme.**

**Alors de nombreux agriculteurs en galère sont à nouveau mobilisés, car rien n'a vraiment bougé sur le fond depuis les contestations de l'hiver dernier.**

Depuis, des dizaines d'années beaucoup d'agriculteurs sont laminés, endettés et crèvent la dalle tout en accumulant les heures, certains abandonnent, s'enfoncent dans la précarité ([même le RSA devient compliqué](#)), voire se suicident. Le capitalisme, sa course à la technologie et au productivisme, sa concurrence... n'offrent pas d'alternatives. Quelques uns vivent bien alors que beaucoup d'autres survivent très mal. Quelques autres trouvent des niches, mais les paysans continuent de disparaître massivement et les exploitations de s'agrandir.

**Et le plus souvent c'est encore la nature, le climat et la santé publique qui trinquent quand le gouvernement et les dirigeants des syndicats majoritaires s'entendent pour faire passer le capitalisme et ses impératifs avant le bon sens, l'écologie et la rationalité.**

► Plus bas des actus de la Conf et quelques articles complémentaires

**Dans l'agriculture comme ailleurs, il n'y aura pas de sortie de « crise » sans sortie franche et massive du capitalisme et de l'étatisme (centralisation, non-démocratie, oligarchies, technocraties, lobbies, course à la puissance...).**

Toute concurrence est déloyale

**Comme chaque personne, chaque terroir, chaque parcours, chaque météo locale chaque année sont uniques, toute concurrence est déloyale. Il y a toujours quelqu'un qui a un avantage sur d'autres, la concurrence loyale n'existe pas, c'est une vue de l'esprit pour se « rassurer » en se soumettant aux règles implacables du capitalisme.** Dans l'économie de marché aucun commerce n'est équitable.

L'arbre des accords de libre échange pourris cache la grande forêt noire toxique du capitalisme.

**Le capitalisme se moque de ce qu'il vend, de l'utilité ou de la nocivité des marchandises**, ce qui compte c'est l'argent, la Valeur extraite, pas les besoins réels et encore moins les travailleurs. Un pins en plastique ou un sac de patates c'est la même chose pour le capitalisme. Si les pins se vendent mieux, fin des patates, ou délocalisation de la production de patates en Asie. **La « souveraineté alimentaire », l'autonomie, la qualité des aliments pour toutes, la santé publique... ne comptent pas pour l'économie de marché**, ce qui compte c'est de produire le moins cher possible à un endroit pour vendre le plus cher possible à un autre endroit.

**Le problème c'est la concurrence, c'est le capitalisme, pas les veines tentatives de créer des concurrences « loyales », de construire une guerre régulée et impossiblement à égalité** entre des acteurs/travailleurs fondamentalement et irréductiblement disparates.

La guerre économique ou militaire, c'est moche, qu'il y ait des règles et des régulations ou pas

**Ce sont ailleurs ces disparités fondamentales qui permettent au marché capitaliste et à ses plus riches acteurs d'accumuler l'argent sur le dos des travailleurs et de la nature. La concurrence (forcément déloyale) est le moteur vicieux et irréformable du capitalisme.**

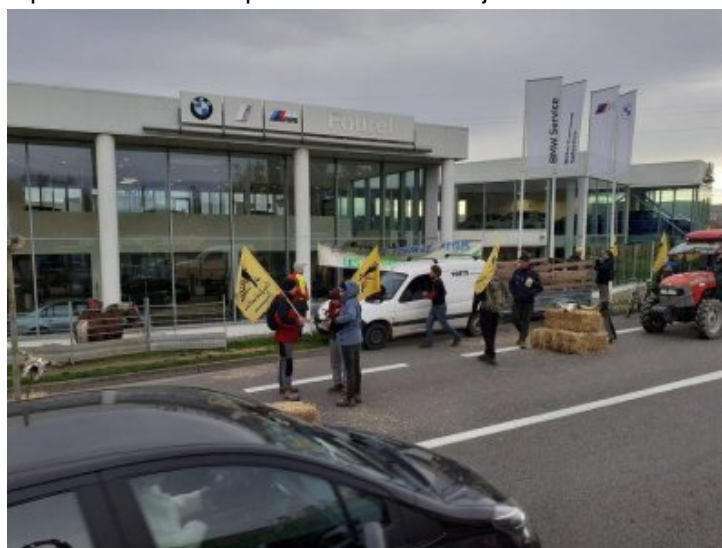
En conséquence il est contradictoire de se plaindre individuellement au cas par cas d'un côté des maux induits inévitablement par le capitalisme et sa concurrence, et de l'autre d'accepter le capitalisme et sa destructrice concurrence généralisée de tous contre tous. Le réformisme est un puit sans fond voué au final à l'échec (on le voit par exemple avec les catastrophes climatiques, dont les causes ne sont pas du tout enravées). Les arnaques, insuffisances et dysfonctionnements des institutions ne doivent pas masquer le problème de fond du capitalisme lui-même.

**La guerre c'est la guerre, c'est moche, destructeur et indésirable, qu'il s'agisse de la guerre économique ou**

de la guerre militaire, qu'il y ait des règles et des régulations ou pas. Et le plus souvent, capitalisme et concurrence/conflit oblige, la dérégulation domine. Et l'agriculture passe après les marchés plus lucratifs des voitures, des minerais stratégiques, des ventes d'armes...

Sortir radicalement et ensemble du capitalisme et de son monde pour aller vers des sociétés vivables/soutenables, ou crever individuellement à petit ou long feu, telle est toujours l'alternative.

- ▶ Pour mémoire, quelques articles de l'hiver dernier sur Ricochets, où l'essentiel avait été dit :
  - [Des agriculteurs essorés se révoltent - Le modèle techno-capitaliste productiviste les tue](#)
  - [Coincés entre la mafia agro-industrielle et les diktats étatico-capitalistes, de nombreux agriculteurs n'en peuvent plus](#)
  - [La révolte des agriculteurs persiste : dépendre des aides et du libre marché ou instaurer la sécurité sociale alimentaire ? \(...\)](#) Avec le modèle de société existant, tout le monde est pris dans des injonctions contradictoires intenable : produire à bas coût pour être compétitif et que ce soit achetable / produire de la qualité avec des revenus décents, multiplier les hard discount pour que les pauvres puissent acheter / se plaindre des importations de produits de mauvaise qualité qui concurrencent les productions locales, parler de souveraineté / laisser exister le capitalisme qui par essence détruit l'indépendance et l'autonomie, laisser se faire l'augmentation des prix des terres et des bâtiments / se plaindre de la concentration des terres et de l'impossibilité pour les jeunes de se lancer dans une activité agricole, etc. etc.
  - [Les agriculteurs n'en peuvent plus du libre échange, donc du capitalisme et de l'industrialisation ?](#)
  - [L'agro-industrie triomphe, la lutte paysanne est étouffée par la répression avec évacuations par la force policière de ses blocages](#)
- ▶ Dans la Drôme comme ailleurs, la Confédération paysanne hausse le ton en même temps que les autres syndicats, sur fond de rivalité pour les élections professionnelles de janvier 2025.



Les agriculteurs qui galèrent protestent à nouveau - Capitalisme, agro-industrie et gouvernements enfin sur la sellette ?

## Mardi 19 novembre : action de la Conf Drôme à Valence Sud

- ▶ toutes les infos sur <https://www.facebook.com/confederationpaysannedrome>

à STOP #Mercosur : la Confédération Paysanne de la Drôme mobilisée pour rompre avec le libre-échange

L Notre agriculture n'est ni à vendre, ni à acheter. On n'échange pas du bétail contre des voitures <

C'est pourquoi nous étions mobilisé-es aujourd'hui à #valence #drome et que nous avons mis en avant cette absurdité en symbolisant l'échange de bétail contre des voitures.

► Lire la suite de notre communiqué ici

<http://drome.confederationpaysanne.fr/actu.php?id=14864>



**Les agriculteurs qui galèrent protestent à nouveau - Capitalisme, agro-industrie et gouvernements enfin sur la sellette ?**

**La Confédération Paysanne de la Drôme est mobilisée à Valence ! Pour un commerce international équitable, soyons fermes !**

Pour protéger le revenu paysan, soyons fermes !

Pour des campagnes vivantes, soyons fermes !

Stop à la délocalisation de nos productions !

Contre le Mercosur et tout les accords de libre échange, soyons ferme !



**Les agriculteurs qui galèrent protestent à nouveau - Capitalisme, agro-industrie et gouvernements enfin sur la sellette ? La Conf à Valence Sud le 19 novembre 2024**

► et aussi : [Des moutons devant BMW à Valence : la Confédération paysanne mobilisée contre le Mercosur](#) - Une trentaine d'agriculteurs de la Confédération paysanne de Drôme et d'Ardèche se sont réunis à Valence ce mardi, devant la concession BMW. « On n'échange pas du bétail contre des bagnoles », disent-ils, dénonçant l'accord de libre-échange avec des pays d'Amérique du Sud.

**[STOP MERCOSUR] La Conf' au JT de France 2**

Depuis sa ferme, l'éleveuse et porte-parole de la Confédération paysanne de l'Ain, Alice COUROUBLE explique pourquoi la Confédération paysanne combat depuis toujours et sans relâche l'accord du Mercosur, comme elle l'a toujours fait avec tous les accords de libre-échange !

**Insupportable de voir notre agriculture délocalisée pour pouvoir vendre nos rafaes ou nos voitures ! On ne veut pas servir de monnaie d'échange !**



**Les agriculteurs qui galèrent protestent à nouveau - Capitalisme, agro-industrie et gouvernements enfin sur la sellette ? La Conf Drôme en action à Valence Sud le 19 novembre 2024**

## Accord UE-Mercosur et dirigeants de la FNSEA : l'imposture !

Alors que les réponses des colères paysannes du début d'année ont été détournées des problèmes de fond : manque de revenu, mise en concurrence permanente par le libre-échange, l'annonce de mobilisations de la FNSEA contre le Mercosur à partir du 15 novembre résonne comme un recentrage opportun(iste) alors que les dirigeants de la FNSEA ont accompagné la logique du libre-échange et la course à la compétitivité destructrice qui va avec, depuis des décennies.

Mis en porte à faux sur les questions de revenu et des ravages du libre échange, problématiques que nous avons portées haut et fort lors des colères paysannes du début d'année, les dirigeants de la FNSEA ne trompent pas grand monde. Les paysannes et paysans ne seront pas dupes de ce positionnement Fnsea visant à se racheter une virginité aux yeux de la base à l'approche des élections professionnelles et à mimer une unité de façade des syndicats agricoles sur la question du libre-échange.

Le profil des dirigeants de la FNSEA a d'ailleurs bien du mal à cacher leur ADN libéral qui contribue au plan de liquidation des fermes françaises.

Nous tenons à rappeler que s'opposer à l'accord UE-Mercosur doit s'accompagner d'une opposition cohérente aux autres accords de libre échange qui ont des conséquences similaires sur nos prix agricoles, sur la concurrence déloyale...

Rappelons rapidement les faits

4 La Confédération paysanne est le premier syndicat agricole historique en France sur la lutte contre le libre-échange.

Où était la FNSEA dans la lutte concrète contre l'OMC ? @

Pour notre part, il y a 25 ans, nous démontions le MacDo de Millau en août 1999 et étions à Seattle en novembre 1999 pour protester contre l'OMC . Combat jamais cessé jusqu'à aujourd'hui.

Pour la souveraineté alimentaire des peuples, soyons fermes !

Qu'ont fait les dirigeants de la FNSEA contre la dérégulation du marché laitier ? @

Nous étions farouchement opposés à la dérégulation du marché laitier, acté dans la Pac avec la bénédiction du Copa-Cogeca dont la FNSEA est membre.

IQue pensent les dirigeants de la FNSEA des multinationales comme Cargill, actives dans la multiplication des accords de libre-échange ?

Nous avons mené des actions fortes à plusieurs reprises contre Cargill, un des principaux négociateurs de matières premières agricoles et spéculateurs sur les marchés internationaux. Nous avons contribué à l'abandon du projet d'accord de libre-échange entre l'UE et les Etats-Unis appelé TAFTA.

IQu'a communiqué officiellement la FNSEA lors du vote du Sénat contre le CETA en mars dernier ? B

Nous étions devant le Sénat le jour même du vote de ce dernier contre le CETA en mars 2024.

IQu'ont exprimé les dirigeants de la FNSEA lors de la signature de l'accord UE-Maroc ? B Nous nous sommes mobilisés sur le plan juridique pour obtenir une victoire majeure il y a quelques semaines auprès de la Cour de Justice de l'Union Européenne, engendrant l'annulation de cet accord de libre-échange néfaste pour nos maraîcher-es et arboriculteur-rices.

IQuelle position de la Fnsea sur l'accord UE-Mexique ? B

Pour notre part, nous y sommes opposés comme tous les autres accords de libre échange. Cet accord est notamment néfaste pour les apiculteur-rices.

IOù étaient les dirigeants de la FNSEA lors de la signature de l'accord UE-Nouvelle-Zélande ? De notre côté, nous ne nous résignons pas à abandonner les éleveuses et éleveurs ovins au seul choix suivant : la cessation d'activité face à la concurrence déloyale des agneaux néozélandais ou la mise en prestation de pâturage sous panneaux reléguant l'élevage ovin comme sous-produit d'une production d'énergie solaire sur des terres agricoles.

BNous n'avons en effet pas entendu fortement Arnaud Rousseau ni sur le CETA ni sur l'accord UE -Nouvelle-Zélande ni sur l'accord UE-Maroc. Peut-être est-ce parce que ça ne touche pas directement les intérêts de la multinationale Avril, qu'il dirige, dans la production d'agrocarburants.

Contrairement au Mercosur pour lequel l'accord prévoit des quotas d'importation d'éthanol. En effet, le Brésil est un producteur majeur d'agrocarburants.

Peut-être serait-ce parce qu'Avril importe massivement du colza OGM canadien, bénéficiant de la libéralisation avec le Canada et donc du CETA.

Peut-être parce que Lesieur Maroc (propriété d'Avril) est un pionnier agro-industriel au Maroc, avec une large gamme d'huiles, margarines, condiments et savons.

ãNous revendiquons :

- ï l'arrêt définitif et immédiat des négociations sur l'accord UE-Mercosur et tous les autres accords de libre-échange
- ï le blocage par tous les moyens à sa disposition par la France de l'accord UE-Mercosur
- ï la fin de tous les accords similaires au Mercosur qui font subir aux paysan-nes d'ici et ailleurs, des importations déloyales à bas prix et une mise en concurrence mortifère.

Notre bataille pour rompre avec le libre-échange est à un tournant pour protéger structurellement le revenu paysan.

4 Stopper l'accord UE-Mercosur devra amener à d'autres victoires rapides contre le CETA, l'accord UE -Nouvelle-Zélande, etc.

ÉÉ1En effet, ces accords de libéralisation sont structurellement source de volatilité des prix, de dérégulation des marchés et de concurrence déloyale au détriment de la rémunération des travailleur-euses, des droits humains, de la souveraineté alimentaire des peuples, de l'environnement et de la santé publique.

44Ces accords de libre-échange participent tous de la même course mortifère à la compétitivité. C'est cette course à la compétitivité qui justifie les demandes de certains syndicats agricoles d'affaiblissement de nos normes protectrices sur la santé et l'environnement : ré-autorisation de pesticides interdits, déréglementation des OGM...

Tout le contraire de ce qu'il faut pour protéger efficacement le revenu paysan et l'avenir long-terme de nos fermes.

44En effet, ces mêmes syndicats agricoles FNSEA et Coordination Rurale (CR) utilisent l'argument de l'utilisation d' OGM, de certains pesticides interdits ou d'hormones de croissance au Mercosur, ainsi que le droit du travail inférieur dans le Mercosur, alors qu'ils militent en France pour l'affaiblissement de toutes les politiques sur le plan social (protection des travailleur-euses) et environnemental (déréglementation des OGM, réautorisation de pesticides...). Ils continuent à appeler à la compétitivité et au productivisme, à l'origine du plan de liquidation des fermes françaises depuis des décennies. Cherchez la cohérence !

ï Paysannes, paysans, ne soyons pas dupes !

@Ironie de la situation : Ce sont des combats historiques menés par la Confédération paysanne (OGM, hormones de croissance, conditionnalité sociale, défense des droits des travailleur-euses, lutte contre l'importation à droits de

douane nuls de soja majoritairement OGM et responsable de déforestation importée...) qui permettent aujourd'hui de justifier la protection de l'agriculture française et des travailleuses et travailleurs de la terre, et qui font que la majorité de la population soutienne les paysan·nes dans leur opposition à l'accord UE-Mercosur.

C'est bien cette cohérence historique d'ensemble dans son positionnement que la Confédération paysanne compte bien faire valoir pour défendre l'ensemble des paysan·nes.

Nous continuerons à nous battre sur le plan politique, le plan juridique et le plan de la mobilisation dans le mouvement social contre ces accords de libre-échange qui détruisent l'avenir de nos campagnes et de notre planète



**Les agriculteurs qui galèrent protestent à nouveau - Capitalisme, agro-industrie et gouvernements enfin sur la sellette ?**

- ▶ [A Crest, lundi 18 novembre, ce sont des agriculteurs JA-FNSEA qui ont mené une action](#), avec un grand feu de détresse quartier Chauffondes.

**POUR PROTESTER CONTRE LE TRAITÉ DE LIBRE ÉCHANGE MERCOSUR, DEVINEZ QUELLE CIBLE LA FNSEA A CHOISI D'ATTAQUER :**

- DES LIEUX DU POUVOIR MACRONISTE ?
- LA GRANDE DISTRIBUTION ?
- LES FIRMES AGRO-ALIMENTAIRES ?
- UNE PETITE INSTITUTION QUI TENTE DE PRÉSERVER LA BIODIVERSITÉ DANS LES CAMPAGNES ?

**RÉPONSE :**  
oisehebd0.fr

Les agriculteurs en colère ont muré l'entrée de l'Office français de la biodiversité (OFB) à Beauvais

Ce lundi 18 novembre, les agriculteurs ont muré l'entrée de l'OFB à Beauvais, avant de verser du fumier et des pneus devant.

**Les agriculteurs qui galèrent protestent à nouveau - Capitalisme, agro-industrie et gouvernements enfin sur la sellette ?**

## Colère paysanne et récupération par le lobby agro-industriel : c'est reparti pour un tour

En janvier dernier, un grand mouvement agricole avait secoué la France.

**Plutôt que de répondre au mal-être paysan, à la précarité de la profession et aux causes de la détresse, à savoir l'accaparement des terres par les gros exploitants, les marges de la grande distribution et l'isolement croissant des travailleurs de la terre, le gouvernement avait simplement pondu une mesure anti-écologique : le droit à utiliser plus de pesticides toxiques. Évidemment, 10 mois après ce cadeau au lobby des engrais, rien n'est réglé. Et à nouveau, des agriculteurs sont dans la rue pour manifester la colère paysanne.**

(NOTE, on voit le résultats des pesticides sur [l'eau qui n'est plus vraiment potable un peu partout...](#))

Il protestent contre le traité de libre-échange du MERCOSUR, qui va les mettre en concurrence avec des producteurs d'Amérique du Sud. Une énième mesure néolibérale, favorisant la mondialisation capitaliste. **Devinez ce que la FNSEA, le grand syndicat agricole de droite a choisi d'attaquer :**

A - La grande distribution qui réalise des profits énormes en rachetant les produits à des prix dérisoires ?

B - La firme Lactalis qui les oblige à produire toujours plus, de mauvaise qualité, pour des coûts toujours moins élevés ?

C - Les lieux du pouvoir macroniste néolibéral responsable de ce marasme ?

D - L'office de la biodiversité, une petite institution qui manque de moyens et dont le rôle est de préserver ce qu'il reste de vie dans les campagnes ?

E - Les spéculateurs qui jouent en bourse le prix du grain, du lait et de la viande ?

**Vous avez deviné : la réponse D. Dans la ville de Beauvais, la FNSEA a choisi de s'en prendre à cet office qui ne compte que 3000 fonctionnaires en France, chargés de recenser la faune et la flore, de sensibiliser à l'environnement et de faire respecter les lois sur la préservation de la nature. Un rôle inacceptable pour la FNSEA, dont l'objectif n'est pas défendre les paysans contre le capitalisme mais d'amplifier les logiques agro-industrielles et l'usage de pesticides.**

La FNSEA complice du gouvernement et des agro-industries, au détriment de la nature et de l'immense majorité des agriculteurs

Le local a été muré puis recouvert de fumier et de pneus, sous le regard complice de la police qui les a gentiment laissés faire. **Cela fait des années que le lobby agro-industriel s'en prend à l'office de la biodiversité. En mars 2023, au petit matin, les locaux de Brest avaient même été incendiés. Certains agents sont harcelés et ont peur d'aller au travail. Dans une impunité totale. Le gouvernement est même satisfait, puisqu'il ne cesse de baisser les moyens pour préserver la nature et aimerait déréguler encore davantage toutes les mesures de préservation de l'environnement.**

**Être agriculteur et manifester avec la FNSEA, c'est aussi débile que de voter Le Pen parce qu'on est précaire en croyant qu'elle va régler les problèmes sociaux. C'est aussi stupide que de faire un régime en allant à Mc Do ou de soigner son diabète avec des Haribo.**

Pour rappel, le boss de la FNSEA se nomme Arnaud Rousseau, et il possède une énorme exploitation de 700 hectares. Il dirige le groupe Avril, une multinationale de l'agrobusiness spécialisée dans l'huile et qui a réalisé plus de



9 milliards d'euros de recettes en 2022. Il n'a aucun intérêt commun avec les petits paysans et aucune intention de lutter contre le libre-échange, la mondialisation et la spéculation. Il fait partie du même monde.

Au train où vont les choses, ce nouveau mouvement agricole risque d'être une sinistre répétition de celui du mois de janvier : une colère instrumentalisée, détournée, et finalement utilisée pour réduire encore plus les rares réglementations écologiques, au détriment de la population et des agriculteurs eux-mêmes. Et tout cela sans toucher aux intérêts des vrais responsables du mal-être paysan.

► source, avec les liens complémentaires :

<https://contre-attaque.net/2024/11/20/colere-paysanne-et-recuperation-par-le-lobby-agro-industriel-cest-reparti-pour-un-tour/>

et aussi :

- [« On n'est plus là pour négocier » : les agriculteurs déterminés](#) - Une trentaine de tracteurs ont investi une ville du Gers, le 19 novembre, à l'appel de la Coordination rurale. Ils ont érigé une grande cabane en ballots de paille, symbole d'un mouvement parti pour durer.
- [Derrière les manifestations agricoles, « un combat de coqs » entre syndicats](#) - Tandis que les agriculteurs manifestent à nouveau, leurs syndicats ont en tête les élections professionnelles de janvier 2025. Un scrutin crucial pour ces organisations, qui entendent bien se faire voir dans le mouvement.
- [Proche du pouvoir et des agriculteurs : le double jeu de la FNSEA](#) - En appelant au retour des manifestations, la FNSEA, syndicat majoritaire et productiviste, se montre proche des agriculteurs. Tout en gardant ses liens étroits avec le pouvoir. (...) Il peut sembler étonnant que la FNSEA relance des manifestations et porte un message de fermeté, au regard des concessions déjà obtenues. Mis sous pression par les mobilisations de l'hiver dernier, le gouvernement de Gabriel Attal s'était engagé sur 70 mesures de soutien à l'agriculture productiviste, intensive et mécanisée tournée vers l'export, correspondant aux principales revendications du syndicat majoritaire (...) Aujourd'hui encore, la FNSEA est présente dans de nombreux organismes parapublics, contrôle la quasi-totalité des chambres d'agriculture et une grande partie de la presse professionnelle. Certains de ses cadres ont des liens extrêmement étroits avec les plus hautes sphères du pouvoir, comme l'a révélé le média d'investigation Splann ! en mai dernier. Exemple emblématique de ce mélange des genres, le suppléant de la ministre de l'Agriculture Annie Genevard, Éric Liégeon, qui l'a remplacée à l'Assemblée nationale, a été secrétaire général et vice-président de la FDSEA du Doubs.
- [« On me demande de faire des ménages » : la réforme du RSA fragilise les paysans](#) - « On me demande de faire des ménages » : la réforme du RSA fragilise les paysans (...) **« On me propose de faire des ménages alors que je suis déjà en activité. J'ai autre chose à faire. Je suis en train de préparer les marchés de Noël », déplore Nathalie Wouters qui travaille déjà plus de 45 heures par semaine.** En plus de la culture, elle transforme elle-même ses plantes en hydrolats et eaux florales. Son besoin : du temps pour pérenniser son activité. (...) « On se donne corps et âme tous les jours et on vient nous dire "vous êtes fainéants, allez faire des ménages" », partage avec colère Sarah Vigogne, 46 ans, à la tête d'un centre équestre et d'un élevage de malinois à Mazan. Faute d'avoir participé à certaines des journées d'ateliers, car occupée auprès de ses animaux, Sarah Vigogne s'est fait couper son RSA depuis octobre. (...) Pour le quadragénaire, « le problème dépasse l'agriculture. Je pense que tous les gens qui ont le RSA en ont besoin. Quelle que soit la raison : parce que ce sont des femmes seules, des personnes en situation de handicap... Peu importe, affirme-t-il. Le gouvernement considère qu'il y a des secteurs en tension dans lesquels il veut forcer les gens à y être au boulot. Ce que chacun veut faire dans sa vie, ça n'existe pas pour lui. » (...) En France, plus d'un agriculteur sur 10 bénéficie du RSA et/ou de la prime d'activité, malgré un taux de non-recours estimé à plus de 50 %.